

Retour à l'anormal

Alain Deneault

Numéro 82, automne 2020

La pandémie, avant, pendant et après

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/94675ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (imprimé)

2369-2359 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Deneault, A. (2020). Retour à l'anormal. *L'Inconvénient*, (82), 8–10.

Retour à l'anormal

ESSAI **Alain Deneault**

La pire chose qui pouvait arriver au moment où les pouvoirs publics ont déclaré la crise sanitaire, c'était que dans les esprits rien ne changeât. Et rien fondamentalement ne changea. Les crédules restèrent bêtement obéissants, les je-m'en-foutistes indifférents, les atrabilaires haineux, les cupides comptables, les hypocondriaques autoréférentiels tandis que les paranoïaques furent certains de leurs coupables et les bien-pensants de leurs victimes. Tout au plus aperçoit-on maintenant à grands traits, et par un tour parfois intensifié, les caractéristiques de notre temps. Cela vaut pour le traitement de l'information, le productivisme marchand, la technocratie scientifique, les inégalités sociales ou le contrôle des populations.

Les grands médias ont largement contribué à figer la situation historique que nous traversons en l'enfermant dans l'expectative exclusive d'un « retour à la normale », et ce, par deux approches. Ils ont d'abord hypostasié la crise au point d'en

faire le seul élément d'information valable. Cela a eu pour conséquence de l'ériger non pas en simple épisode d'une série d'événements qu'il aurait été tout indiqué de contextualiser et de mettre en perspective, mais en un événement significatif en lui-même, tenant de la malédiction et de la fatalité. Les expressions *pandémie*, *COVID-19* et *crise* ont saturé les consciences, le plus souvent quant à des bilans statistiques accablants et à l'annonce de directives, ou encore en lien avec ce qu'on appelle l'« économie », soit l'impact du phénomène épidémiologique sur les opérations du monde financier, professionnel et marchand. Cette approche médiatique produit encore des conséquences néfastes. D'abord, elle occulte toute réflexion sur les causes profondes de cette situation (tourisme de masse, interconnexion des différentes populations mondiales provoquée par la délocalisation des dispositifs de production là où le travail est bon marché ainsi que pour la monoculture dans l'industrie

agroalimentaire...) et elle fait l'impasse sur le lien entre cette crise et d'autres (réchauffement climatique, pollution atmosphérique, contamination des eaux, exploitation intensive des richesses naturelles, surproduction de déchets, fonte des glaciers, avancée des déserts, disparition des forêts, ouragans, raz-de-marée, certains tsunamis et tremblements de terre, canicules, migrations d'espèces dangereuses, incendies de forêt et extinction massive des espèces) qui ont les mêmes causes, soit l'intensification de la croissance voulue par les agents de la mondialisation financière. Aussi, en présentant les autorités politiques comme étant globalement sensibles à la santé publique et au bien commun, sauf en ce qui concerne des cas particuliers comme ceux des États-Unis et du Brésil par exemple, elle occulte des questions de fond, à savoir pourquoi survient cette soudaine conversion de la part des États capitalistes à des enjeux de société et de santé publique alors que les mêmes pouvoirs sont indifférents à la mort lente que provoquent la malbouffe, la pollution atmosphérique, la détresse au travail. Si, à la marge seulement, des intellectuels ont pu se prononcer sur ces questions, les médias se sont essentiellement ralliés au rôle d'organes d'information comme ils le deviennent en temps de guerre, en diffusant des mots d'ordre.

En se conformant globalement à la parole officielle des autorités publiques et de l'expertise, les médias empêchent qu'il y ait de véritables débats dans un contexte où les autorités publiques prennent souverainement des décisions liées à la vie sociale. Il revient aux médias d'organiser ces discussions, de donner la parole à des intervenants qui promeuvent sérieusement d'autres approches, d'autres regards, d'autres lectures, autant sur le plan médical et épidémiologique que sur le plan de la psychologie et de la philosophie. Cette perspective n'est pas près de ressembler à un acte de désobéissance civile ; elle s'approche plutôt d'un parti pris démocratique. Or, en se conformant à longueur de journée à l'approche voulue par les institutions publiques et les experts de la santé, comme si leur parole était sans appel et devait nous laisser tous sans voix, ces grands médias favorisent le développement de théories du complot visant à combler et à calfeutrer tous les espaces vides de la conscience en ce qui concerne les grandes responsabilités historiques, ainsi que l'essor de mouvements libertariens réduisant toutes

réalités aux caprices d'une individualité incapable de saisir la réalité historique et sociale dont elle est elle-même pourtant un effet éclatant.

Les grands médias préconisent une économie du récit axée sur l'hyperbole. Le meurtre d'un Noir commis par un policier blanc aux États-Unis prend soudainement des proportions internationales ; il acquiert une valeur allégorique pour toutes les violences que subissent structurellement les Noirs et les autres minorités dans le monde. Le signaler devient une obligation médiatique. On le fait au Québec aussi. Mais cela devient une façon d'occulter les problèmes plutôt que de les rendre visibles, dans une société qui a envoyé au front de la crise sanitaire des travailleurs sous-rémunérés provenant précisément des communautés noires de Montréal-Nord, au point de provoquer là, plutôt qu'ailleurs, un foyer de contamination. Les gestionnaires de centres privés pour personnes âgées qui embauchaient au rabais ce personnel vulnérable et désargenté, souvent dépourvu de capital symbolique et social, ne faisaient pourtant qu'obéir aux règles de gestion capitaliste destinées à générer des profits, celles que défend le comptable qui occupe le poste de premier ministre au Québec, parce qu'elles lui ont personnellement réussi, à lui et sa caste.

Dans les grands forums publics, la seule dialectique possible oppose, d'une part, la « crise » faite de statistiques épidémiologiques et économétriques ainsi que d'anecdotes souvent fournies par des célébrités et, d'autre part, le mantra du *Ça va bien aller en vue du retour à la normale*. Dans ce cas, la normale sera le retour à tout ce qui a provoqué la crise ainsi que les autres de la série dans laquelle elle s'inscrit : le tourisme de masse, la production pertinente au vu de strictes catégories comptables, la destruction effrénée des écosystèmes, la production à tout prix de n'importe quoi qui s'achète et se vend. Jamais dans l'histoire n'a-t-on été aussi destructeur. Jamais n'a-t-on été aussi peu guidé par des institutions de la conscience qui nous permettent de penser quelque peu sereinement des phénomènes comme la mort, le renoncement, la privation, la retenue, la modestie. Ne plus pouvoir jouir de tout tous azimuts provoque des angoisses pires encore que la perspective d'une économie culturelle et psychique structurant le désir.

Parce que rien ne change fondamentalement, tout s'aggrave, car rester les

mêmes et revenir au même ne signifient pas l'immobilisme ni le statu quo. Le capitalisme marchand et son idéologie délétère promeuvent toujours la croissance et, conséquemment, progressent tout le temps. Continuellement ils s'accroissent et aggravent leurs méfaits. En revenant à la normale, on participe donc à cette évolution radicale. Et ce qu'on appelle « changement » – quand on se dit par ailleurs qu'au terme de cette pandémie, *plus rien ne sera jamais pareil* – n'est que le nom de cette progression observable depuis des décennies. Le philosophe Gilles Deleuze en parlait déjà dans les années 1980 comme d'une évidence. Les mondes de surveillance qui consistent à enfermer les corps dans des lieux clos et à les dresser de manière méthodique, ainsi que l'avait décrit Michel Foucault, tendaient à muter en des sociétés de contrôle : il ne s'agit plus de cloîtrer des ouvriers et des employés dans des espaces circonscrits, mais de leur faire pratiquer le travail dans des niches et à la maison sous la forme de la sous-traitance ou du télétravail – « ça se fera par minitel », disait-il en citant déjà l'ancêtre d'Internet. Non plus d'enseigner autrement que pour former sur une base continue une classe de travailleurs soumis aux besoins des entreprises ; « faire en même temps l'école et la profession ». Il n'est plus question de remplir des prisons qui craquent de partout, mais de suivre à la trace des détenus avec des bracelets électroniques, quand on ne peut pas légalement les refouler à la frontière. Les réseaux de circulation se présentent comme des circuits où on est libre de circuler partout où on reste contrôlé¹. Rien de ce que nous connaissons aujourd'hui en matière de dressage comportemental ou de contrôle de l'information n'a attendu la pandémie pour se développer de manière exponentielle. La soumission aux effets de mode, la réduction de la culture à une industrie, le traitement des données massives produites par les achats en ligne, les relevés de cartes de crédit et les sites de relations sociales quadrillent déjà notre quotidien, au point d'expliquer même l'élection d'un pervers narcissique clownesque à la présidence des États-Unis².

Pour se mesurer à cette énième crise qui secoue les peuples au 21^e siècle, les autorités publiques n'ont toujours que leur novlangue managériale à proposer, gérant à la petite semaine, à coups de

mots-clés tirés d'infantiles « boîtes à outils » notionnelles, une situation de grande envergure. Nul ne sait amener la délibération à la hauteur des enjeux : qu'en est-il de notre rapport à la vie et à la mort ? Pourquoi l'industrie pharmaceutique déjà goulue, mais encore assoiffée de profits, n'a-t-elle aucune crédibilité quand vient le temps de marchander des vaccins ? Comment l'Organisation mondiale de la santé s'est-elle laissée corrompre ? En quoi les partis politiques d'extrême centre n'entendent-ils pas la responsabilité qui est la leur dans l'essor que prennent des courants libertariens partout en Occident ? Et surtout, n'est-il pas temps de changer d'échelle, de penser notre rapport au vivant dans des aires régionales suffisantes, en réduisant le commerce et le transport de marchandises ? ■

1. Gilles Deleuze, « Qu'est-ce que l'acte de création ? », conférence, Les Mardis de la Fondation Femis, Paris, 17 mai 1987.

2. Matthew Rosenberg, Nicholas Confessore et Carole Cadwalladr, « How Trump Consultants Exploited the Facebook Data of Millions », *The New York Times*, 17 mars 2018.

Alain Deneault est directeur de programme au Collège international de philosophie à Paris. Il a publié notamment, chez Lux Éditeur, *Gouvernance* (2013), *La médiocratie* (2015) et *L'économie esthétique* (2020), ainsi que plusieurs essais sur les multinationales et les souverainetés de complaisance aux éditions Écosociété.